

**Convention collective nationale**

IDCC : 1265. – **RETRAITE  
ET PRÉVOYANCE  
DES CADRES**  
**(accord du 14 mars 1947)**  
**(15 juin 1983)**

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,  
*Journal officiel* du 13 mai 1987)

**AVENANT DU 30 NOVEMBRE 2004**  
**PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION D 11**

NOR : *ASET0550035M*  
IDCC : 1265

La délibération D 11 intitulée : « Ouverture des droits des conjoints survivants en cas d'existence d'enfants invalides » est modifiée comme suit :

Le 1<sup>er</sup> alinéa, qui devient l'alinéa unique, est désormais libellé comme suit :

« Pour l'ouverture des droits à réversion prévus par la convention en faveur des conjoints survivants, prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, les enfants invalides sont assimilés, quel que soit leur âge, à des enfants à charge à condition que leur état d'invalidité, reconnu, soit intervenu avant leur 21<sup>e</sup> anniversaire. »

Les 2 derniers alinéas sont supprimés.

Fait à Paris, le 30 novembre 2004.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

Mouvement des entreprises de France ;  
Confédération générale des petites et moyennes entreprises.

**Syndicats de salariés :**

Union confédérale des ingénieurs et cadres CFDT ;

Union des cadres et ingénieurs de la CGT-FO ;  
Confédération française de l'encadrement CGC ;  
Union générale des ingénieurs, cadres et assimilés CFTC ;  
Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT.